



**MÉMOIRE À L'ATTENTION
DU GOUVERNEMENT
DU NOUVEAU-BRUNSWICK**

**SUITE AUX CONSULTATIONS
PRÉ-BUDGÉTAIRES**

**Présenté par le Regroupement
féministe du Nouveau-Brunswick (RFNB)**

Le 22 janvier 2021



MISE EN SITUATION

Malgré des efforts collectifs significatifs déployés dans les dernières années, la population néo-brunswickoise doit encore composer avec des défis de taille.

Les femmes acadiennes et francophones de la province ont la particularité de cumuler les discriminations : elles doivent composer à la fois avec des enjeux liés à l'égalité des genres et avec des enjeux liés à la francophonie en milieu minoritaire. Cette double discrimination a un effet non négligeable sur leur accès à l'éducation, au marché du travail, aux soins de santé et aux pouvoirs décisionnels. Cela entrave également leur capacité à participer pleinement au développement de la société acadienne du Nouveau-Brunswick.

Notons que les femmes immigrantes et/ou racialisées sont encore plus susceptibles de vivre des discriminations, tout comme les femmes autochtones ou porteuses d'un handicap.

Avec ce mémoire, le RFNB souhaite rappeler que l'équilibre budgétaire ne doit pas être la seule priorité du gouvernement. L'inclusion sociale et les principes d'égalité doivent en faire partie. Si les déficits sociaux¹ ne sont pas réglés, seule une partie de la province pourra profiter d'un budget équilibré.

Trois grandes revendications vont être développées dans ce mémoire :

- 1. Une approche intersectionnelle et féministe dans la mise en œuvre des politiques et dans les décisions publiques, et plus particulièrement des mesures visant à corriger les effets inégaux de la crise et une meilleure représentativité dans les instances de pouvoir.**
- 2. Un investissement massif dans le secteur public afin d'améliorer la prospérité de la province et le bien-être de l'ensemble de la population, et plus particulièrement un meilleur accès aux services de santé pour chacun-e des citoyen-nes, des services de garde publics, universels, accessibles et de qualité qui respectent la dualité linguistique et un renforcement des filets sociaux.**
- 3. Des politiques de relance économique qui amorcent la transition vers une économie plus durable et inclusive.**

¹ - Voir à ce sujet le document « [La dette et les déficits sociaux](#) » publié par Le Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick en novembre 2020.

Depuis près de quinze ans, le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick a pour mission de faire valoir les intérêts des femmes francophones du Nouveau-Brunswick dans toute leur diversité, de faire de l'action politique revendicatrice et de se mobiliser pour la défense et la promotion des droits des femmes.

Le RFNB est un regroupement sans but lucratif et sans affiliation à un parti politique. L'organisme détient une expertise avérée en analyse comparative selon le genre (ACS+) et privilégie une approche féministe intersectionnelle.



Regroupement féministe
du Nouveau-Brunswick

Une approche intersectionnelle et féministe dans la mise en œuvre des politiques et dans les décisions publiques

L'analyse inclusive selon le genre est un outil qui permet de comparer les effets des politiques publiques et des budgets publics sur les femmes, les hommes et toutes les personnes sur le spectre du genre tout en prenant en compte les particularités affectant ces personnes, comme le genre, l'âge, le revenu et l'origine ethnique. Cet outil favorise l'instauration de politiques publiques qui prennent en compte les réalités particulières vécues par les populations vulnérables.

Faisant partie du comité d'expert·es à avoir élaboré l'outil utilisé par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, le RFNB a développé une expertise solide en matière d'analyse inclusive selon le genre, et recommande l'utilisation de cet outil par tous les niveaux du gouvernement et à toutes les étapes de l'analyse. De plus, le RFNB demande au gouvernement de rendre publics les étapes et les résultats de ce processus.

► Des mesures visant à corriger les effets inégaux de la crise

Au Canada, le marché du travail est fortement genré. Les femmes occupent majoritairement des emplois à temps partiel et atypiques. Les femmes en régions rurales, plus particulièrement, ont des occasions limitées de se sortir de la pauvreté étant donné la difficulté de trouver un emploi bien rémunéré².

Dès le début de la pandémie, une proportion plus élevée de femmes ont perdu leur emploi³. Plus tard, la pandémie a intensifié les obstacles économiques auxquels les femmes sont déjà

2 - Savoie, Lise, et al. « [Un filet de sécurité sociale troué : la métaphore de la courteline pour raconter des histoires de femmes débrouillardes vivant en situation de pauvreté et qui doivent composer avec une santé fragile](#) », *Reflets*, volume 22, numéro 2, automne 2016, p. 44-68.

3 - « [Youth, women, precarious workers bear brunt of COVID-19 job losses, Statistics Canada finds](#) », par Jolson Lim, publié sur *Ipolitics* le 9 avril 2020.

confrontées habituellement. Aujourd'hui, un retard continue d'affecter les femmes sur le marché du travail par rapport à la situation pré-pandémique, alors que les hommes ont récupéré dès septembre les emplois perdus au printemps⁴.

Aussi, plus de la moitié des femmes travaillent dans les secteurs des soins de santé et l'assistance sociale, dans les services d'enseignement et dans les services d'hébergement et de restauration⁵. Des secteurs dits essentiels en temps de pandémie, mais dont les travailleuses demeurent surchargées et sous-payées, tout en s'exposant davantage aux risques chaque jour.

Il est donc aujourd'hui essentiel d'investir concrètement et rapidement dans des mesures correctrices des effets inégaux de la crise sanitaire sur les femmes et les populations vulnérables. Si l'on ne tient pas compte du genre dans les solutions apportées, et des problèmes spécifiques aux femmes, nous allons aggraver les problèmes existants : salaires inégaux, pauvreté, accès à l'emploi, etc.

► Une meilleure représentativité dans les instances de pouvoir

Pour améliorer la gouvernance locale, le gouvernement doit prendre des actions spécifiques pour améliorer et garantir la pleine participation de l'ensemble de la population. Des instances de pouvoir plus représentatives sont essentielles pour une meilleure connaissance des enjeux et des réalités de la population dans son ensemble.

Aussi, une communauté dynamique et durable est une communauté dans laquelle l'égalité entre les genres est atteinte, dans laquelle les habitant·es sont soutenu·es par leur gouvernement et bénéficient des mêmes droits et des mêmes chances, qu'importe leur origine, leur genre ou leur statut socio-économique.

4 - « [La croissance de l'emploi des femmes stagne](#) », par le Conseil du statut de la femme, publié le 16 décembre 2020.

5 - « [Les femmes et le travail rémunéré](#) », par Melissa Moyser, publié sur *Statistique Canada* le 9 mars 2017.

Un investissement massif dans le secteur public afin d'améliorer la prospérité de la province et le bien-être de l'ensemble de la population

Plutôt que de stimuler les investissements du secteur privé, le RFNB recommande un investissement massif dans le secteur public. Un secteur public fort contribuera à l'essor d'une économie performante. Le gouvernement doit faire tout son possible non seulement pour mettre en œuvre des politiques de relance économique efficaces, mais aussi pour améliorer le bien-être des habitant·es et la qualité des services de santé.

Un investissement massif dans le secteur public est un moyen concret pour lutter contre le chômage sans accroître la précarité. Cet investissement renforcera structurellement le gouvernement et les entreprises à plus long terme, tout en bénéficiant à l'ensemble de la population.

Concernant les investissements dans le secteur privé, ceux-ci soutiendront une économie plus forte et plus résistante s'ils s'accompagnent de critères visant une relance juste, comme une croissance passant par une production locale et durable.

► Un meilleur accès aux services de santé pour chacun·e des citoyen·nes

L'accès aux soins de santé est un facteur essentiel de lutte contre la pauvreté. Le RFNB demande donc un meilleur accès aux soins de santé pour toutes et tous, et plus particulièrement pour les populations vulnérables. Tous·tes les Néo-Brunswickois·es doivent avoir accès à des soins de santé et à des médicaments gratuits.

De plus, l'incapacité de notre système de santé à s'adapter et à répondre aux besoins des femmes et des populations vulnérables a été mis en évidence pendant les multiples vagues de la pandémie. Les avortements et les soins aux patient·es transgenres ont, par exemple,

été rendus inaccessibles à une grande partie de la population lors des différentes phases du plan de rétablissement.

Le RFNB demande donc une augmentation des fonds octroyés aux régies de la santé pour permettre l'augmentation des points d'accès à l'avortement, un meilleur accès aux soins de santé génésique et aux soins de santé pour les personnes transgenres.

► Des services de garde publics, universels, accessibles et de qualité qui respectent la dualité linguistique

Le RFNB revendique des services de garde universels, c'est-à-dire payés par l'État, dans toutes les régions de la province. Les études démontrent que les femmes ont un accès augmenté au marché du travail lorsque les services de garde sont accessibles et de qualité.

Le gouvernement fédéral a exprimé l'intention de mettre en place un système de service de garde pancanadien. Sur le plan national, la mise en œuvre d'un système de service de garde universel pourrait augmenter le PIB du Canada de plus de 10 milliards de dollars⁶, ce qui se répercutera sur les provinces et territoires.

Un système de services de garde universel soutiendrait l'amélioration de notre système d'éducation en offrant à chaque enfant les mêmes opportunités dès le plus jeune âge. Il contribuerait également à réduire les inégalités sur le marché du travail en permettant aux femmes, qui assument toujours la plus grande portion de la garde des enfants, d'accéder ou de se maintenir sur le marché du travail, et par là-même de contribuer à la relance économique de la province. Aussi, il inciterait les jeunes familles à s'installer au Nouveau-Brunswick, tout en contribuant à améliorer le bien-être de la population.

6 - "The Role of Early Learning and Child Care in Rebuilding Canada's Economy after COVID-19", par Jim Stanford, du The Centre for Future Work, publié en novembre 2020.

► Un renforcement des filets sociaux

La crise sanitaire de la COVID-19, et la crise économique qui l'a suivie, ont révélé de nombreuses fissures dans nos systèmes sociaux qui ont aggravé la situation des populations déjà vulnérables. Aujourd'hui, il est essentiel que les filets sociaux actuellement en place soient renforcés, et que de nouvelles mesures soient prises, afin de minimiser l'impact des retombées économiques de la pandémie.

Ces mesures incluent :

- Une augmentation des prestations d'assistance sociale

En appui au Front commun pour la justice sociale⁷, le RFNB revendique une augmentation du taux de base de l'assistance sociale.

- Une augmentation du salaire minimum

Le RFNB revendique un salaire minimum de 15\$/heure afin de correspondre au réel besoin de la population. Nous rappelons que les femmes comptent pour 67% des personnes ayant un revenu inférieur à 20 000\$ par année et qu'elles occupent majoritairement des emplois à temps partiels ou précaires.

- La lutte contre la hausse des loyers

Le RFNB revendique un gel de l'augmentation des loyers durant la pandémie ainsi que l'instauration de règlements limitant les augmentations de loyer par la suite.

- Une augmentation de la prestation fiscale pour les enfants et une allocation supplémentaire pour les familles les plus démunies
- Un meilleur accès à l'emploi (notamment en favorisant le maintien ou l'intégration en emploi des travailleurs-euses par des suppléments à leurs revenus de travail)
- Un meilleur financement des organismes qui viennent en aide aux personnes en situation précaire

7 - L'ensemble des revendications au <https://frontnb.ca/campaigns-demands/social-assistance/>.

Des politiques de relance économique qui amorcent la transition vers une économie plus durable et inclusive

Un plan de relance féministe et écologique renforcerait la résilience de nos économies et de nos sociétés face aux enjeux environnementaux et contribuerait à l'amélioration du bien-être de l'ensemble de la population et plus particulièrement des plus vulnérables. Le programme de relance économique du Nouveau-Brunswick doit favoriser une relance à la fois verte et inclusive, qui place l'humain au cœur des décisions.

Nous l'avons vu plus haut, les investissements dans le secteur public stimulent la croissance économique à court et à long terme tout en améliorant le bien-être de l'ensemble de la population. Le meilleur moyen de créer des emplois est d'investir dans la transition écologique⁸, dans l'éducation, la formation, la recherche et le développement, dans les services de la santé et les services sociaux. Il est également intéressant d'investir dans les infrastructures de transport, avec une attention particulière pour les transports publics, les pistes cyclables et d'autres modes de transport durables, dont profitent le plus les populations vulnérables.

La pandémie de la COVID-19 est considérée par les spécialistes comme une crise écologique, qui risque de se reproduire à l'avenir. Elle est liée aux problèmes environnementaux mondiaux, comme la perte de biodiversité, le changement climatique, la pollution de l'air et de l'eau ou la gestion des déchets⁹. Améliorer la qualité de l'air, réduire les émissions de CO₂ ou accroître l'accès à une alimentation de qualité, produite localement, pourrait contribuer à rendre les habitant-es moins vulnérables en cas d'apparition d'une épidémie ultérieure.

8 - L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) estime que plus de 40 millions de personnes pourraient être employées dans les énergies renouvelables d'ici 2050 et que le nombre de personnes employées dans le secteur de l'énergie dans sa globalité pourrait atteindre 100 millions au même horizon, contre environ 58 millions aujourd'hui, si la communauté internationale exploite tout le potentiel des énergies renouvelables.

9 - « [Mettre la relance verte au service de l'emploi, des revenus et de la croissance](#) », publié sur le site de l'OCDE le 6 octobre 2020.

Des secteurs stratégiques doivent bénéficier d'une attention prioritaire, comme ceux de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique. Il s'agit de secteurs en pleine croissance qui s'inscrivent dans les objectifs nationaux et mondiaux de lutte contre le réchauffement climatique.

Par ailleurs, une approche intersectionnelle et féministe dans la mise en œuvre de politiques et dans les décisions publiques doit être intégrée pour obtenir une justice climatique féministe. Il est notamment nécessaire qu'ait lieu une reconnaissance des connaissances traditionnelles autochtones et leur intégration dans les stratégies de lutte aux changements climatiques.

Mémoire rédigé par :

Julie Gillet, directrice générale
Christine Griffin, directrice adjointe

Révisé par :

Véronique Di Placido,
gestionnaire administrative